

**Présentation
de l'observatoire national
de la qualité de vie au travail
et ses membres**

2 juillet 2018



« Prendre soin de ceux qui nous soignent » : Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, a fait sienne cette ambition d'amélioration de la qualité de vie au travail (QVT) en installant le 2 juillet un observatoire national dédié, réaffirmant l'importance de ces questions pour tous les professionnels de santé et médico-sociaux, qu'ils exercent en établissement, en ambulatoire ou au domicile.

Cet observatoire travaillera étroitement avec la mission nationale mise en place en février 2017 dans le cadre de la stratégie nationale de la QVT.

Le rôle et les missions de l'observatoire

L'observatoire national de la QVT des professionnels de santé a pour mission de contribuer au développement des connaissances, de produire des recommandations et de diffuser largement les bonnes pratiques innovantes et probantes pour aider les acteurs à améliorer concrètement la qualité de vie au travail des professionnels.

Il doit devenir à ce titre un espace d'expertise, de ressources et de promotion.

Il a pour première mission de produire des recommandations concrètes basées sur une méthode de travail caractérisée par la concertation et la participation volontaire des partenaires concernés :

- **contribuer au développement de la connaissance** en menant des réflexions et des analyses, en confrontant les données au regard notamment des enquêtes et expérimentations réalisées sur le terrain. Il identifie et analyse les facteurs qui peuvent avoir un impact sur la qualité de vie au travail des professionnels. Cette analyse est réalisée en intégrant la qualité des soins et l'efficacité du système de santé.
- **produire des connaissances et des recommandations opérationnelles** pour aider les acteurs à améliorer leur pratique en terme de qualité de vie au travail, tant à titre individuel que collectivement.

Sa deuxième mission l'amène à rassembler l'ensemble des connaissances disponibles pour les rendre opérationnelles :

- **recueillir et capitaliser sur les données existantes et améliorer le suivi de la qualité de vie au travail des professionnels** en réalisant une veille bibliographique, en identifiant des équipes ressources, en France et à l'étranger, les études menées, collecte et synthétise les données notamment de la HAS*, de la DREES*, l'IRDES*, la CNAMTS*, la DARES* et d'autres observatoires (l'observatoire national du développement durable de l'ANAP*, l'observatoire national des violences en santé, les observatoires régionaux qu'envisagent d'installer les ARS*, etc.)
- **diffuser et partager ces connaissances** en organisant un colloque annuel, l'observatoire se voulant également un centre de ressources pour diffuser les sources d'information relatives à la qualité de vie au travail, les outils pratiques, les initiatives régionales et nationales, etc.

Ainsi, l'observatoire constitue un lieu d'échanges au sein duquel les expériences de terrain réussies sont valorisées et diffusées.

*Haute autorité de santé - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques - Institut de recherche et de documentation en économie de la santé - Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés - Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques - Agence nationale de l'appui à la performance - Agence régionale de santé

Pour conduire ses missions, l'observatoire s'appuiera sur la direction générale de l'offre de soins (DGOS), la direction générale de la cohésion sociale (DGCS) et l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT).

Il s'adresse aux professionnels des secteurs sanitaire et médico-social :

- quel que soit leur statut, y compris les étudiants en santé
- quelle que soit leur fonction, médicale, paramédicale ou administrative
- quel que soit le mode d'exercice, en ambulatoire, en établissement ou au domicile.

La méthode de travail de ses membres est basée sur la concertation et la participation volontaire des partenaires des secteurs concernés tant en amont de la production – à savoir le programme de travail - qu'en aval, avec une exploitation évolutive des résultats.

Le périmètre de l'observatoire est très large. Selon le programme de travail qui sera retenu, il est envisagé de constituer des groupes de travail participatifs, dont la composition, les attendus et la durée prévisionnelle seront définis prochainement.

Sans attendre, des groupes de travail thématiques et un colloque se tiendront dès 2019. Ce dernier sera l'occasion de promouvoir et mettre au débat les avancées proposées par l'observatoire au bénéfice de tous les professionnels de santé et médico-sociaux.

Les membres de l'observatoire

Présidé par le Pr Philippe Colombat, chef du pôle cancérologie-urologie du CHRU de Tours et connu pour ses travaux sur le management participatif et la conduite du changement, l'observatoire est composé de 12 experts. Ces membres sont des professionnels de santé ou des universitaires reconnus pour leur engagement dans le champ des ressources humaines et des conditions de travail.

De plus, leur expertise couvre l'ensemble des thèmes prioritaires de la QVT : sécurité des soins, médecine du travail, addictions, exercice ambulatoire, établissements médico-sociaux, attractivité des personnels, parcours des étudiants en santé, psychologie au travail, management, formation et prise en compte des enjeux de transformation du système de santé.

- Dr Bruno Bally, adjoint à la mission sécurité des patients de la HAS
- Alice Casagrande, directrice de la formation et de la vie associative à la FEHAP
- Renaud Crespin, chargé de recherche au CNRS et au centre de sociologie des organisations de Sciences Po Paris
- Paula Cristofalo, sociologue, maître de conférence à l'EHESP
- Pr Eric Galam, responsable du DIU « Soigner les soignants », professeur des universités. Département de médecine générale à l'université Paris-Diderot
- Katia Kostulski, professeure des universités en psychologie au CNAM
- Gladys Lutz, docteure en psychologie du travail à Paris
- Dr Donata Marra, psychiatre et présidente du BIPE à Paris 6
- Loïck Roche, directeur général de l'école de management de Grenoble
- Matthieu Sibe, directeur-adjoint de l'institut de santé publique, d'épidémiologie et de développement à l'université de Bordeaux
- Pr Jean-Marc Soulat, président du collège des enseignants de médecine du travail, chef du pôle santé publique et médecine sociale au CHU de Toulouse

ANNEXES - CV du président et des membres de l'observatoire

Professeur Philippe Colombat, chef du pôle cancérologie-urologie du CHRU de Tours



Professeur en Hématologie au CHU de TOURS depuis 1989 où il a exercé en qualité de chef de service du service d'Hématologie de 1990 à 2011 et du service d'Oncopédiatrie de 2003 à 2011.
Chef du pôle de Cancérologie-Urologie depuis 2011.

Sa carrière a été très liée aux constats de terrains liés à l'Hématologie

- Par son engagement dans la recherche tant au niveau de la recherche clinique : secrétaire (1995-1999) puis président (1999-2003) du Groupe Ouest-Est Leucémies Aigües-Maladies du Sangs (GOELAMS), que de la recherche fondamentale (responsable d'une UPRES-EA « Cellules hématopoïétiques, hémostasie et greffe » de 1996 à 2003
- Par son engagement dans le domaine des soins palliatifs tant au niveau local et régional (création de l'équipe mobile de soins palliatifs du CHU de Tours en 1998 ; création du réseau régional de soins palliatifs en 2001 ; création de l'unité de soins palliatifs de LUYNES en 2006 et responsable du D.I.U. d'accompagnement et de soins palliatifs depuis 1994) que national (créateur et responsable du collège des enseignants en soins palliatifs 1999-2007 ; fondateur (2006) puis responsable (2007-2011) du D.E.S.C. médecine de la douleur et de soins palliatifs
- Par sa préoccupation dans la prise en charge de la souffrance des soignants ayant conduit à la création en 1992 du groupe de réflexion sur l'accompagnement et les soins palliatifs en hématologie (GRASPH) devenu après 3 changements de nom, l'association francophone des soins oncologiques de support en 2008.

Dr Bruno Bally, adjoint à la mission sécurité des patients à la HAS

Docteur en médecine (1983, faculté de médecine de Grenoble), spécialiste en anesthésie-réanimation, spécialiste en médecine aéronautique et qualifié en médecine générale.

- Praticien hospitalier en anesthésie réanimation et responsable d'unité au CHU de Grenoble de 1986 à 2007. Activité clinique à temps plein avec gardes et astreintes au bloc des urgences et déchocage en tant que médecin senior responsable.
- Fonctions également occupées : membre de la CME, président du collège d'anesthésie-réanimation du CHU, membre du conseil général des blocs opératoires, membre de la Commission d'organisation de la permanence des soins (COPS), membre de la Commission qualité.
- A partir de 2007, chef de projet à l'agence nationale d'évaluation et accréditation en santé (ANAES), devenue ensuite Haute autorité de santé. Chargé plus particulièrement du développement de méthodes d'évaluation des pratiques professionnelles.
- Depuis 2010, adjoint au chef de service à la Haute autorité de santé, et chargé du développement méthodologique à propos de la sécurité du patient.

Matthieu Sibe, maître de conférences en sciences de gestion, spécialisé dans le management des ressources humaines en santé, Institut d'épidémiologie et de développement (ISPED) à l'université de Bordeaux

matthieu.sibe@u-bordeaux.fr



- Membre de l'équipe de recherche Economie et Management des Organisations de Santé (EMOS) du Centre Inserm U1219 – Bordeaux Population Health
 - Programme de recherche sur le concept nord-américain de Magnet Hospital, et les modes de management qui allient attractivité-fidélisation des ressources humaines à l'hôpital et qualité des soins
 - Construction d'outils de mesure du contexte organisationnel et managérial en lien avec la qualité des soins (PREPS – conditions d'efficacité de la télémédecine en EHPAD)
- Responsable pédagogique du Master Cadre de Santé-Manager à l'ISPED en partenariat avec l'IFCS du CHU de Bordeaux
- Co-responsable pédagogique du Master Management des Organisations médicales et médico-sociales à l'ISPED-Université de Bordeaux
- Expert auprès du Haut Conseil de Santé Publique
 - Membre de la Commission spécialisée Système de santé et sécurité des patients,
 - Membre du Groupe de travail permanent Indicateurs de la Stratégie Nationale de Santé

Pr Jean-Marc Soulat, président du collège des enseignants de médecine du travail, chef du pôle santé publique et médecine sociale, CHU de Toulouse
soulat.jm@chu-toulouse.fr



- 2017 Médecin national de la MSA
- 2016 Président de l'institut national de médecine agricole
- 2016 Membre du conseil scientifique de l'agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES)
- 2016 Chargé de l'action QVT en partenariat avec l'ARACT au CHU de Toulouse
- 2015 Membre élu de la sous - section 46-2 du conseil national des universités
- 2015 Chargé de mission par la directrice générale de l'agence régionale de santé (ARS) pour développer un réseau de santé au travail en Occitanie
- 2014 Co - Responsable du DIU « Soins au Soignants »
- 2014 – 2017 Porteur du pôle régional de compétence en éducation pour la santé / promotion de la santé – Midi-Pyrénées puis Occitanie.
- 2012 Membre de la commission nationale de qualification du conseil national de l'ordre des médecins (première instance)
- 2011 Conseiller ordinal suppléant de la Haute-Garonne
- 2010 Président du collège des enseignants de médecine du travail (CEHUMT)
- 2007 Co-directeur de la licence professionnelle des métiers de la santé au travail Auch - Toulouse
- 2007 Médecin du travail des personnels de l'université Toulouse 1
- 2004 Coordonnateur médical puis responsable médical puis chef du pôle santé publique et médecine sociale – CHU de Toulouse
- 2004 Directeur du service inter-universitaire de médecine préventive et de promotion de la santé – académie de Toulouse
- 2001 Membre du comité scientifique. Faculté de médecine Toulouse-Rangueil
- 2000 Coordonnateur régional du DES de médecine et santé au travail
- 2000 Chef de service des maladies professionnelles et environnementales - CHU de Toulouse

Gladys Lutz, docteure en psychologie du travail, membre de l'équipe de recherche du projet SURUPI (centre de sociologie des organisations de Sciences Po) et présidente de l'association Additra.
gladys.lutz@additra.fr



- 2017-2020 : chercheure, projet SURUPI (Surveillance des risques professionnels incertains, ANSES), CSO (Centre de sociologie des organisations) Sciences-Po, Paris.
- Années universitaires 2015/16, 2016/2017 : attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER). Équipe des métiers de la formation, CRTD (Centre de recherche sur le travail et le développement), CNAM (Conservatoire national des arts et métiers) Paris
- De 2011 à 2017 : chercheure. Équipe de Psychologie du travail et de la clinique de l'activité, CRTD, CNAM, Paris – Cheffe de projet-recherche PREVDROG-Pro MILDECA (Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives).
- Depuis 2013 : administratrice de la fédération addiction, Paris.
- Depuis sa création en mars 2008 (10 ans en 2018) : présidente Association ADDITRA (Addictologie et Travail) - Intervenante – Formatrice. Organisation du congrès international : Travail, santé et usages de psychotropes (tsup), 2ème en 2017, 1er en 2014.
- De 2002 à 2010 : ergonomiste - Chargée de mission et d'études prévention des addictions au travail, ANPAA (Association nationale de prévention en addictologie) – Toulouse et Paris.
- Création et gérance SARL a2di (Au-delà des Images) Toulouse. Production audiovisuelle et multimédia didactique. Dirigeante, Chef de projet Environnements informatiques pour l'apprentissage humain (EIAH) : FOAD, didacticiel, etc. Créée en 1997, cédée en 2002.
- 1992/1994 : assistante-éducative – Projet action collégiens (ZEP), Ville de Paris.
- 1990/1996 : missions d'agronomie en régions arides et tropicales – Tchad, Israël, Australie.

Alice Casagrande, diplômée de l'institut d'études politiques de Paris, de l'université de Cambridge en Grande-Bretagne (master en sciences sociales), de l'université Paris I (licence et maîtrise de philosophie) et de l'école des hautes études en sciences sociales (DEA de philosophie), directrice de la formation et de la vie associative à la FEHAP

alice.casagrande@yahoo.fr



- Depuis octobre 2014 : directrice de la formation, de l'innovation et de la vie associative de la FEHAP
- 2009-2014 : directrice adjointe à la direction santé autonomie en charge de la qualité, la gestion des risques et la promotion de la bientraitance à la Croix-Rouge française
- 2007- 2009 : chef de projet au pôle des pratiques professionnelles, en charge des recommandations sur les thématiques bientraitance et maltraitance à l'agence nationale de l'évaluation sociale et médico-sociale
- 1997-2007 : création, gestion et intervention dans le cadre d'une société de formation et de conseil sur les thématiques d'éthique professionnelle dans la société Antigone

Mandats personnels :

- Depuis février 2018 : vice-présidente de la commission lutte contre la maltraitance / promotion de la bientraitance du Haut Conseil de la Famille, de l'enfance et de l'âge et du CNCPH, transversale aux publics personnes âgées et personnes en situation de handicap, aux côtés de Denis Piveteau, président de l'instance
- Depuis janvier 2018 : présidente du comité de réflexion éthique du Groupe hospitalier Kremlin-Bicêtre (AP-HP)
- Depuis octobre 2017 : membre du comité d'expertise d'intérêt public de l'Institut National des données de santé (INDS)
- Depuis octobre 2017 : membre du comité scientifique de l'Institut national des jeunes sourds (INJS)
- 2013-2016 : personne qualifiée et présidente du groupe de travail « Signalements et alertes » au sein du Comité National Bientraitance et Droits des personnes âgées et des personnes handicapées
- Octobre 2010 : membre du comité de pilotage du Ministère de la Santé sur la promotion de la bientraitance dans les établissements de santé
- 2007-2008 : membre du groupe de travail « Droits des patients » à la Haute autorité de santé pour la rédaction du manuel de certification V2010

Pr Eric Galam, responsable du DIU « Soigner les soignants », professeur associé en médecine générale à l'université Paris-Diderot
eric.galam@univ-paris-diderot.fr



- Médecin généraliste en activité libérale (Paris 18^{ème}) depuis 1982
- Professeur des universités. Département de médecine générale. Université Paris Diderot
- Vice-Président du programme aide solidarité soignants (PASS)
- Médecin coordonnateur association d'aide professionnelle aux médecins et soignants (AAPMS) : aide psychologique aux soignants en difficulté (h24 j7 : 0800 800 854)
- Responsable (avec JM Soulat) du DIU « Soigner les soignants » Universités Paris Diderot et Toulouse Rangueil créé en 2015
- Officer de l'European Association for Physician Health (EAPH)
- Organisateur congrès international de l'EAPH à Paris les 24 et 25 avril 2018 Being doctor and staying a person
- Membre du dispositif « Eviter l'Évitable » revue PRESCRIRE
- Rédacteur en chef adjoint Revue Médecine
- Responsable de l'enseignement CORPEX (Certificat Optionnel Relation Professionnelle pour les Externes) Faculté Bichat
- Responsable de l'enseignement "De l'erreur médicale à la sécurité du patient" DES
- Médecine générale Ile de France
- Membre du groupe de travail de la HAS Repérage et prise en charge clinique du syndrome d'épuisement professionnel ou burnout. Mars 2017
- Membre du Groupe de travail de la HAS « Annonce d'un dommage Associé aux soins »

Dr Donata Marra, psychiatre, bureau d'interface professeurs étudiants Paris 6
marradonata@wanadoo.fr



- Rapport sur la qualité de vie des étudiants en santé : chargée de mission par madame Agnès Buzyn, ministre des solidarités et la santé et madame Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (2018).
- Présidente du BIPE (Bureau-Interface-Professeurs-Etudiants), première structure de soutien aux étudiants en Santé sur le plan national : proposition, coordination, mise en place des interventions et participation (depuis 2006, SU).
- Interne à la faculté de médecine de l'université de Montréal : Département de Pédiopsychiatrie et département de médecine de l'adolescence, Hôpital Ste-Justine (1992). *Guide d'aide à la prévention de l'abandon et de l'échec scolaire à l'adolescence : sensibilisation aux problèmes de santé mentale. Prévention du décrochage dans les lycées et collèges québécois et français.*
- Réunion pédagogique inter-facultaire «*Réussir ses études de Médecine : Quelles interventions ?* », organisation et intervention (2013 UPMC).
- Membre du directoire des formations de l'UPMC (2012---16).
- Chargée de mission «Réussite et innovation» auprès du vice-président formations de l'UPMC : programme de formations des enseignants «Apprendre à Apprendre», bilan des dispositifs favorisant la réussite des étudiants, participation et propositions (2013---16).
- Membre du conseil des études de la faculté de médecine, Sorbonne Université.
- Membre du conseil des enseignants du DIU de pédagogie médicale de Paris 5-6-11-12.
- Responsable pédagogique de DU : Apprendre à Apprendre : favoriser la réussite personnelle des étudiants (SU). Comorbidités organiques et psychiatriques (Paris VI, 2004/2009).
- Formations «Apprendre à Apprendre » (AAA) pour les étudiants et les enseignants.

Katia Kostulski, Professeure des Universités en Psychologie au Conservatoire National des Arts et Métiers

Professeure des Universités en Psychologie

Responsable de l'Equipe Psychologie du Travail et Clinique de l'Activité

Directrice du Centre de Recherche sur le Travail et le Développement (CRTD, EA 4132)

- Psychologue (1993), docteur (1998), HDR (2011), et professeure des universités (2012).
- 2011 : HDR intitulée « Formes et fonctions psychologiques des réalisations langagières : vers une Psychologie concrète du langage ».
- Enseignement au Cnam, en psychologie du langage et sur la pratique de la Psychologie.
- Collaborations internationales sur ces questions, notamment avec le Brésil (PUC Sao Paulo, USP Sao Paulo), l'Italie (Università della Sapienza), l'Angleterre (Warwick Business School), la Finlande (Helsinki Institute for Occupational Health).
- Depuis janvier 2018 : direction du le Centre de Recherche sur le Travail et le Développement (CRTD, 4132)
- Responsable d'une des équipes de recherche du CRTD, l'équipe Psychologie du Travail et Clinique de l'Activité.
Interventions dans d'autres diplômes, liés aux questions de la pratique clinique (clinique du travail, psychothérapie...)
- Diplômée en Psychothérapie à l'hôpital Ste Anne.

Loïck Roche, Directeur général, Grenoble Ecole de Management, Diplômé de l'ESSEC, docteur en psychologie, docteur en philosophie, et titulaire d'une habilitation à diriger des recherches (HDR) en sciences de gestion

loick.roche@grenoble-em.com



ESSEC, docteur en psychologie, docteur en philosophie, HDR en sciences de gestion, AMP Harvard Business School.

- Dean et Directeur général de Grenoble Ecole de Management, vice-président de la CGE (conférence des grandes écoles) (élu en 2017), président du Chapitre des écoles de management (2014-2018)
- Spécialiste du leadership & du management
- Conférencier, auteur ou coauteur de 30 ouvrages et essais. À l'origine en France, avec John Sadowsky, du concept de Slow Management
- Créateur de La Théorie du Lotissement (ed. PUG - mai 2016)
- Conseiller consultatif de la Banque de France pour le 38 (2014-2020)

Paula Cristofalo, sociologue, maître de conférences à l'EHESP, domaines de recherche : l'organisation, le pilotage, la régulation et le management des services de santé dans leurs dimensions sanitaire, sociale et médico-sociale
paula.cristofalo@gmail.com / paula.cristofalo@ehesp.fr



Depuis novembre 2013 : TD et CM formation continue EHESP (séminaire commun de santé publique ; GRH et Dialogue social...) ; plusieurs interventions dans le master santé publique, parcours sciences sociales EHESP (unité d'enseignement : grands enjeux de santé publique, santé et travail) et master spécialisé (en alternance), management de la santé.

Depuis 2014 : thèmes de recherche :

- Santé au travail, qualité de vie au travail, travail en équipe
- Relations professionnelles, dialogue social, syndicalisme et représentation du personnel
- Sociologie du travail, sociologie de la gestion, gestion des ressources humaines

Renaud Crespin, chargé de recherche au CNRS, du centre de sociologie des organisations de Sciences po Paris dont les axes de recherche sont : action publique et transformation de l'Etat : droit, normes et régulations, savoirs, sciences et expertises, travail, emploi et profession.

renaud.crespin@sciencespo.fr / r.crespin@cso.cnrs.fr



- **Depuis avril 2014**

Chargé de recherche CNRS 1^{ère} classe

Centre de sociologie des organisations (CSO) UMR 7116, CNRS Sciences Po Paris

- **2007-2014** Chargé de recherche CNRS 1^{ère} classe - Centre de recherches sur l'action politique en Europe (CRAPE) UMR 6051
- **2008 (oct.)** Titularisé dans le grade de chargé de recherche 1ère classe au CNRS
- **2007 (oct.)** Recruté comme chargé de recherche 1ère classe au CNRS, section 40. Affecté au Centre de recherches sur l'action politique en Europe (CRAPE, UMR 6051, Université de Rennes I)
- **2005-2007** Post-doctorant CNRS au Centre de recherches sur l'action politique en Europe (CRAPE, UMR 6051, Université de Rennes I)
- **2004** Qualifié aux fonctions de maître de conférences (section 04 et 19)
- **2003/sept.-2004/sept.** : Chercheur contractuel rattaché au CEVIPOF / Contrat Mission Interministérielle de lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (MILDT).
- **2003** : Docteur en science politique de l'Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, mention très honorable avec félicitations du jury, subvention pour publication, proposition pour prix de thèse. Titre de la thèse : *Appropriation et régulation publique d'un instrument biologique, la carrière sociale des tests de dépistage du VIH, une étude comparative (France, États-Unis, Canada, Pays-Bas)*. Jury composé de Martine Bungener (rapporteur), Michel Callon (rapporteur), Bastien François, Jacques Lagroye (président), Pierre Lascoumes (directeur).